

<https://www.ecoleemancipee.org/spip.php?article603>



Contribution à la réflexion à l'entrée du CDFN d'octobre 2009

- FSU - CDFN - CDFN Antérieurs -



Date de mise en ligne : mercredi 21 octobre 2009

Copyright © L'École Émancipée - Tous droits réservés

Il y a un an, la crise financière affectait l'ensemble des économies et faisait trembler les bourses du monde entier. Le nombre d'affamés dans le monde atteint maintenant un MILLIARD.

Crise financière mais aussi économique, écologique, sociale : plans de sauvetage, de relance, réunion très médiatisée du G20, rien n'aura été épargné pour sauver un système capitaliste dé-légitimé. Aujourd'hui, les banques et marchés financiers vont bien, Wall Street annonce des profits historiques, des bonus record seront distribués aux traders...Côté salariés, le chômage explose, le pouvoir d'achat baisse, le bouclier fiscal fonctionne à plein régime.

La droite continue d'assumer sa politique, celle d'un capitalisme arrogant. Gouvernement et MEDEF conjuguent leurs offensives.

Des mobilisations se poursuivent pourtant : on a vu les mobilisations des agriculteurs sur le lait, la poursuite des actions contre les fermetures ou délocalisations, la grève des services vétérinaires et tout récemment la manifestation pour les droits des femmes. D'autres journées sectorielles sont annoncées à la SNCF et dans l'Industrie.

La grève des travailleurs sans-papiers, soutenue par une intersyndicale importante, est aussi révélatrice des besoins et capacités à faire.

On a malheureusement vu aussi à France -Télécom l'impact d'une politique de privatisation, de management néo-libéral et de gestion par le stress quand les salariés perdent espoir.

La votation de la Poste avec plus de deux millions de réponses a été un succès populaire, alliant mobilisation des salariés, collectifs départementaux, élus. Certes, elle n'a pas encore suffi à faire reculer le gouvernement sur son projet de privatisation mais c'est un encouragement à poursuivre avec le Collectif ...

Dans le cadre de l'appel « le service public est notre richesse » la FSU est engagée dans la construction d'une mobilisation citoyenne autour du « Service Public ». En nous appuyant sur les mobilisations, mais aussi sur le retour d'une demande forte de régulation de l'État, il nous faut, simultanément aux résistances, reprendre l'offensive idéologique.

Le 7 octobre, journée internationale pour le travail décent, n'a pas eu plus de retentissement que les autres années. Marqué dans une centaine de pays, il est souvent resté comme en France à la hauteur d'un témoignage militant.

L'intersyndicale réduite par l'absence de FO (CGT-CFDT-CGC-UNSA-CFTC-FSU- Solidaires) analyse lucidement la situation : « La crise, dans sa dimension économique et sociale, continue de frapper durement salariés, chômeurs, jeunes et retraités : à la pression mise par les entreprises sur les salariés, aux destructions d'emplois dans le public et dans le privé, au développement de la précarité et des inégalités se rajoutent des choix gouvernementaux désastreux en matière de fiscalité. Non seulement les salariés souffrent parce que le chômage s'aggrave, mais ils sont en plus victimes de nouvelles taxations et de hausses de cotisations, alors que les revenus du patrimoine et du capital sont préservés... » mais n'avance pas de propositions concrètes.

Elle réaffirme que « les organisations syndicales sont décidées à obtenir du patronat et du gouvernement des avancées significatives. » Encore faudrait-il se donner des objectifs de convergence, de visibilité nationale sous peine de perdre toute crédibilité.

Bouclier fiscal ou bouclier social ?

Sarkozy trace lui-même ce qui devrait être la feuille de route des organisations syndicales : projet de budget 2010 et projet de loi sur le financement de la sécurité sociale.

La politique du gouvernement conjuguée aux effets désastreux de la crise, place le mouvement syndical : mettre un coup d'arrêt aux attaques qui ont déjà détruit des centaines de milliers d'emplois, dont 100 000 dans la Fonction publique, comprimé les salaires et les pensions, saboté les acquis de solidarité et détérioré les conditions de travail. Après le gâchis de l'année dernière, ce coup d'arrêt peut encore se concrétiser. On le sait, la force de frappe des

salariés est aussi économique, dans leur capacité à menacer ensemble les équilibres qui conviennent si bien aux spéculateurs et s'appuient sur la division des travailleurs (et de leurs organisations).

Alors, la grève, bien sûr, interprofessionnelle et inscrite dans un plan d'action sur une plate-forme lisible dans laquelle emploi et salaires doivent être au coeur des revendications : dans le privé il faut interdire les licenciements économiques et dans le public exiger la fin du dogme du non remplacement et la création des postes perdus depuis trois ans. Concernant les salaires, il y a la place pour l'exigence d'une augmentation de salaires immédiate pour tous de 350 euros avec effet sur les retraites. C'est le seul moyen de contrer la division salariale, c'est le meilleur moyen de garantir des retraites décentes.

Les milliards existent pour les banques mais pas pour les salariés ?

Pas de faux-débats entre grève d'emblée reconductible ou grève (s) de 24 h. Après 2003, certains ont voulu expliquer que la grève reconductible était disqualifiée, les mêmes expliquent maintenant que les salariés ne sont pas prêts, qu'une grève est invisible, reprenant les allégations sarkoziennes.

Evidemment, on ne pourra pas se contenter face à ce gouvernement de grèves rituelles, attendant les prochaines attaques ...ou les prochaines élections. C'est bien l'ensemble des secteurs qui devra se mettre en mouvement, ensemble, notamment ceux qui assurent la logistique interne du système : industrie, transports... Nous ne nous cachons pas les difficultés à un moment où les modifications des règles de représentativité bousculent l'ensemble des organisations syndicales. D'où l'importance de travailler dès maintenant à construire un pôle de rassemblement des forces syndicales qui combattent pour une transformation sociale, sans exclusive ni a priori, FSU avec la CGT et Solidaires.

Une interrogation, un espoir avec les jeunes :

Ce sont les premières victimes de la crise au niveau emploi et l'amortisseur que représentait le système éducatif est violemment percuté que ce soit par la réforme de l'enseignement professionnel, la LRU et la disparition massive des postes aux concours. Ne sous-estimons pas l'impact de la fameuse « mastérisation » sur des dizaines de milliers d'étudiants inquiets pour leur avenir et sans ressources. Sarkozy a eu la prudence d'annoncer une réforme du lycée général et technologique moins provocatrice que celle de Darcos mais les perspectives budgétaires conjuguées à la suppression de la carte scolaire n'en feront pas une structure moins inégalitaire.

Et la FSU ? Le rôle qu'elle a à jouer sera à la hauteur de ce qu'elle pourra engager dans ses secteurs de responsabilités et la manière dont elle le fera. RGPP, REATE... percutent de plein fouet les services publics, les fonctionnaires, les précaires mais aussi les usagers. Saura-t-elle proposer actions, interventions pour là-aussi donner au moins le coup d'arrêt qui fera reprendre espoir ? Gageons qu'en plus des milliers de suppressions d'emplois, les pressions et injonctions managériales seront au coeur des prochaines mobilisations dans l'éducation comme les autres services publics.

Particulièrement dans l'éducation, il ne peut plus être question de ne traduire dans les attaques cohérentes du gouvernement qu'une addition de mesures qui les concernent séparément et justifient, au nom d'un « la FSU est une fédération de syndicats » détourné, des positionnements divisés.

Réduction des coûts mais aussi offensive idéologique : pour les uns et abandon-éviction pour les autres, pilotage par l'évaluation et la performance, le remodelage libéral sévit à tous les niveaux. Le projet éducatif du gouvernement est cohérent, la FSU doit y répondre d'une seule voix et dépasser les divergences des SN. Ainsi, sur la formation et le recrutement des maîtres qui reste un lourd contentieux, il faut renforcer une démarche offensive sans s'en tenir aux mandats bloquants des uns et des autres.

Malgré des mobilisations inédites comme les nuits des écoles ou les multiples actions de résistance et de désobéissance, malgré des grèves réussies, malgré un mouvement très fort dans le sup, ce sont des défaites répétées que nous avons subies. Et qu'on ne nous parle pas de « reculs » gouvernementaux quand il s'agit des Rased, des EPEP ou pire, de la masterisation !

Grève en novembre dans l'éducation : la FSU avait affirmé qu'elle la considérait nécessaire dans la période du budget. Cette grève va se concrétiser, certes dans un contexte unitaire réduit, mais avec une grande attente des personnels sur la capacité de leurs organisations à modifier le contexte budgétaire, hiérarchique et salarial, pour tous !

Pour ne pas être réduite à un rituel de novembre, elle doit s'inscrire dans un plan d'action lisible mettant en perspectives d'autres échéances rapides de mobilisation.